AGRI CLIMAT
Lettre d'Informations de l'Agribusiness et du Climat

MON OPINION SUR...

UN DÉBAT FUTILE

LE BUDGET DE L'OIA CAFÉ-CACAO EST-IL TROP ÉLEVÉ ?



DASSO DENIS, Août 2026
Le Directeur des Publications

MON OPINION SUR…

UN DÉBAT FUTILE : LE BUDGET DE L'OIA CAFÉ-CACAO EST-IL TROP ÉLEVÉ ?

Par DASSO DENIS

Depuis quelque temps, un débat semble vouloir s'installer autour du budget de l'Organisation Interprofessionnelle Agricole de la filière Café-Cacao (OIA Café-Cacao), arrêté à 15,8 milliards de FCFA pour la campagne 2026-2027. Pour certains, ce montant serait excessif. La démonstration avancée paraît simple : il suffit de le comparer à celui d'autres organisations interprofessionnelles agricoles, notamment celle de la filière anacarde, pour conclure qu'il est « trop élevé ».

Mais est-ce réellement ainsi que l'on apprécie la pertinence d'un budget ? Je pense que ce débat, posé en ces termes, est un débat futile — et je voudrais montrer pourquoi, chiffres à l'appui, en démontrant même l'inverse de ce que ses détracteurs avancent : loin d'être élevé, ce budget est en réalité l'un des plus modestes du secteur agricole ivoirien au regard des enjeux qu'il doit couvrir.

1. Un débat mal posé

Comparer deux budgets sans comparer les missions qui leur sont assignées, le poids économique des filières concernées, le nombre d'acteurs impliqués, les territoires couverts, les programmes à financer et, surtout, les défis à relever, revient à comparer des chiffres privés de leur contexte. Ce n'est pas de l'analyse budgétaire ; c'est de l'arithmétique.

Or un budget ne s'apprécie jamais dans l'absolu. Il s'apprécie toujours par rapport à une mission.

2. À quoi sert un budget ?

Revenons à une notion élémentaire. Un budget est avant tout la traduction financière d'un programme d'activités. Il sert à financer le fonctionnement d'une organisation, ses investissements, mais surtout, dans le cas d'une interprofession, les missions, projets et programmes qu'elle doit conduire au bénéfice des acteurs de la filière.

La bonne question n'est donc pas « Combien coûte l'OIA ? », mais plutôt : « Que doit faire l'OIA, pour combien d'acteurs, face à quels enjeux, et avec quels résultats attendus ? ». Plus les responsabilités confiées à une organisation sont importantes, plus ses besoins d'intervention sont naturellement élevés.

3. Le café-cacao n'est pas l'anacarde : deux poids, deux mesures

Toutes les filières agricoles sont importantes pour notre économie, nos territoires et nos producteurs. Mais elles n'ont ni la même dimension, ni le même nombre d'acteurs, ni le même poids dans l'économie nationale.

Le café-cacao occupe historiquement une place particulière : il représente à lui seul environ 40 % des exportations ivoiriennes, mobilise un vaste écosystème — producteurs, coopératives, acheteurs, exportateurs, transformateurs, industriels, prestataires, transporteurs — et fait vivre plusieurs centaines de milliers de familles.

À cela s'ajoute une particularité souvent oubliée dans la comparaison : l'OIA Café-Cacao porte, comme son nom l'indique, deux spéculations agricoles,

le café et le cacao, quand d'autres interprofessions n'en couvrent qu'une seule. Comparer simplement des montants globaux sans retraiter les périmètres revient donc à comparer ce qui n'est pas comparable.

4. Une naissance en pleine tempête réglementaire

L'OIA Café-Cacao a été créée en août 2025, à un moment où la filière mondiale du cacao traverse de profondes mutations. Le Règlement européen contre la déforestation (RDUE/EUDR) impose, dès le 1er janvier 2027, zéro cacao issu de la déforestation, sous peine de blocage aux frontières européennes. La géolocalisation des parcelles, la connaissance des producteurs et la traçabilité des chaînes d'approvisionnement deviennent des conditions de compétitivité.

Dans le même temps, le nouveau mécanisme (ARS 1 000) doit être déployé et financé, la gestion des stocks invendus mobilise l'attention de l'État et de la filière, et l'exigence de transformation locale s'impose.

C'est dans ce contexte que se comprend un budget largement consacré au déploiement des 13 délégations régionales, à la cartographie des parcelles, à la formation des coopératives et au plaidoyer international — non un « budget de confort », mais un budget d'urgence.

5. La démonstration chiffrée : un budget en réalité modeste

C'est ici que le débat change de nature. Car lorsqu'on met les 15,8 milliards de FCFA de l'OIA Café-Cacao en perspective avec les moyens mobilisés pour d'autres filières agricoles ivoiriennes — y compris des filières dont le poids économique est très inférieur à celui du café-cacao — le constat est sans appel : loin d'être excessif, ce budget est même l'un des plus modestes rapporté aux enjeux qu'il doit couvrir.

- Le **FIRCA**, qui appuie l'ensemble des 25 filières agricoles du pays, mobilise à lui seul un budget global de **30,55 milliards de FCFA** pour l'exercice 2025 — près du double du budget de l'OIA Café-Cacao, pour une structure qui n'est pourtant pas dédiée à la première filière exportatrice du pays.
- Le **PPCA (anacarde)**, financé par la Banque mondiale, a mobilisé à lui seul **environ 113,4 milliards de FCFA** — soit plus de sept fois le budget annuel de l'OIA Café-Cacao — pour une filière dont le poids dans les exportations nationales reste très inférieur à celui du cacao.
- Le projet de chaîne de valeur durable de l'anacarde actuellement examiné par la **BEI** porte sur environ **293 milliards de FCFA** de coût total annoncé.
- Le **PCCET**, destiné à renforcer les chaînes de valeur palmier à huile et hévéa, mobilise également **environ 113,4 milliards de FCFA**.
- Le tout récent projet de développement de la **chaîne de valeur du riz**, annoncé pour 2026, s'élève à **68,35 milliards de FCFA** — soit plus de quatre fois le budget annuel de l'OIA Café-Cacao, pour une filière dont le poids dans les exportations ivoiriennes n'a rien de comparable à celui du café-cacao.

Autrement dit, les 15,8 milliards de FCFA de l'OIA Café-Cacao — censés couvrir le fonctionnement de deux spéculations qui pèsent 40 % des exportations du pays et font vivre plusieurs centaines de milliers de familles — sont inférieurs au budget d'une structure d'appui transversale comme le FIRCA, et représentent une fraction des grands projets mobilisés pour des filières dont le poids économique est pourtant nettement moindre. Un chiffre isolé impressionne. Un chiffre rapporté aux enjeux prend tout son

sens — et ici, il prend le sens inverse de celui que ses détracteurs voudraient lui donner.

LE CHIFFRE QUI CHANGE LA LECTURE

15,8 milliards de FCFA ne représentent qu'**environ 23 %** du seul financement de 68,35 milliards de FCFA annoncé en 2026 pour le projet de développement de la chaîne de valeur du riz — une filière dont le poids dans les exportations ivoiriennes n'a rien de comparable à celui du café-cacao.

Et le PPCA consacré à l'anacarde a mobilisé, à lui seul, environ 113,4 milliards de FCFA — soit plus de sept fois le budget annuel de démarrage de l'OIA Café-Cacao.

6. Comparons ce qui est comparable

Je suis favorable à la comparaison — mais à une comparaison économiquement pertinente. Comparons le budget de l'OIA à la valeur économique de la filière qu'elle représente ; au nombre d'acteurs bénéficiaires ; au volume de production ; au nombre de régions couvertes ; aux programmes effectivement exécutés ; aux services rendus aux membres ; et, surtout, aux résultats obtenus. Alors seulement nous aurons un véritable débat économique.

Il ne s'agit évidemment pas de dire qu'un budget annuel de fonctionnement d'une OIA est de même nature qu'un programme d'investissement financé sur plusieurs années par un bailleur international. Mais la comparaison sert à rappeler une chose essentielle : dans l'agriculture, les montants n'ont de

sens que rapportés aux missions, aux bénéficiaires, à la durée des programmes et aux transformations recherchées. Affirmer que 15,8 milliards de FCFA seraient nécessairement excessifs, simplement parce que le budget d'une autre OIA est inférieur, constitue donc une comparaison incomplète — pour ne pas dire trompeuse.

7. Le vrai débat : l'impact, pas le montant

C'est ici que je rejoins ceux qui demandent de la vigilance. Oui, 15,8 milliards de FCFA constituent une somme importante. Et précisément parce qu'elle est importante, elle impose une gouvernance exemplaire : des indicateurs, des procédures, des contrôles, des évaluations. Chaque franc doit pouvoir être rattaché à une mission, un programme, un bénéficiaire ou un résultat attendu.

Le débat pertinent n'est donc pas de savoir si le budget de l'OIA Café-Cacao est supérieur ou inférieur à celui de telle ou telle autre interprofession. Le vrai débat est : quels résultats les 15,8 milliards produiront-ils pour la filière Café-Cacao, pour ses producteurs, et pour la place de la Côte d'Ivoire sur le marché mondial du cacao ?

Conclusion : sortons du débat sur le chiffre pour entrer dans le débat sur l'impact

Le budget de 15,8 milliards de FCFA de l'OIA Café-Cacao n'a pas vocation à être défendu simplement parce qu'il existe. Il doit être expliqué, justifié, exécuté avec rigueur et évalué.

Mais il ne peut pas davantage être condamné simplement parce qu'il est supérieur au budget d'une autre organisation interprofessionnelle — d'autant que la démonstration chiffrée montre l'inverse de ce que ses

détracteurs avancent : rapporté au poids économique de sa filière, à l'ampleur de ses missions et aux moyens mobilisés ailleurs pour des filières de moindre importance, ce budget est en réalité l'un des plus modestes du secteur agricole ivoirien.

La filière Café-Cacao porte des enjeux économiques, sociaux, territoriaux et internationaux considérables. Son interprofession couvre deux sous-filières et naît au moment où les règles du commerce mondial du cacao connaissent une transformation profonde.

Dans ces conditions, la question n'est pas de savoir si 15,8 milliards, c'est beaucoup. La question est de savoir si ces 15,8 milliards sont cohérents avec les missions confiées à l'OIA et s'ils permettront de produire des résultats concrets pour les acteurs.

Un grand budget sans résultats serait effectivement trop cher. Mais un budget correctement dimensionné, bien gouverné et transformé en services, en programmes et en résultats pour les acteurs de la filière constitue un investissement.

C'est sur ce terrain que devrait se tenir le débat. Le reste n'est, et ne restera, qu'un débat futile.

Une publication de l'Agence ODD

est une structure de veille information-nelle. Elle vise à une observation des active de l'implementation des ODD en Côte d'Ivoire dans le but de mettre en lumière les acteurs du Développement Durables.

Directeur de Publication
Dasso Dénis
Comité de rédaction
Dasso Dénis
Tia Gonsse
Christian Konan
Infoline
27 22 28 76 01
01 53 69 26 17
DEPOT LEGAL :
Supplément Tribune du CACAO
Numéro : 7106 du 03 janvier 2003

DASSO DENIS
Directeur des Publication